

Issoufou Mahamadou en 2006 : " **Avec les mêmes ressources le PNDS au pouvoir aurait fait beaucoup plus de réalisation (...) Le Niger a les ressources pour nourrir, éduquer, soigner, loger ses enfants. Avec ces ressources et une bonne gouvernance nous ne devons pas connaître l'humiliation de la faim.** " P.2

L'ÉCLOSION

HEBDOMADAIRE NIGÉRIEN D'INFORMATIONS ET D'ANALYSES ÉDITÉ PAR LA SOCIÉTÉ "NABOLÉ FILMS"
RCCM/NI/NIA/2017/A/497. NIF : 40451/P. SIEGE SOCIAL : QUARTIER TERMINUS N°28 RUE NB-83

N° 18
Du Mardi
15 AOUT 2017
PRIX : 300 F

Conflit à la MRN

Ladan Tchiana donne un ultimatum au Président Issoufou

P.3



Par : Ibrahim YÉRO
Directeur de Publication

Éditorial

Fissures ...

Déjà, la poche du Trésor public est "trouée" comme on dit chez nous lorsque la pauvreté frappe à la porte de quelqu'un. Le dialogue politique est tout autant fissuré depuis belles lurettes. L'école publique est aussi fissurée. La cohésion du parti au pouvoir PNDS-Tarayya est fissurée avec la désormais assez claire mésentente entre le président de la République et son ministre de l'Intérieur. Maintenant, c'est la carapace du régime - en d'autres termes la majorité présidentielle - qui entame sa fissure. C'est une brèche que le parti de Ladan Tchiana vient d'ouvrir avec sa déclaration du 9 août dernier, date anniversaire de AMEN-AMIN et qui coïncide avec le huitième anniversaire du référendum Tazartché du Président Tandja Mamadou de 2009. La coïncidence est, peut-être, fortuite mais le 9 août demeure une date triste de l'histoire politique de notre pays qui y a connu une de ses plus graves crises. Cela retient notre attention parce que, pour mémoire, c'est le samedi 22 août 2015 que les activités du parti AMEN-AMIN ont été officiellement lancées au Palais des congrès de Niamey. La formation politique doit donc célébrer ses deux ans d'existence treize jours après la date de mercredi dernier. De notre point de vue, c'est un signal fort que Ladan Tchiana et ses camarades envoient d'une part, au régime du Président Issoufou, et d'autre part au peuple Nigérien dans son ensemble. Quoi qu'il en soit, les propos tenus dans et en marge de cette déclaration sont révélateurs de la grave crise de confiance qui couve dans les entrailles de la mouvance présidentielle. si l'on peut dire que le ministre des Mines Omar Hamidou Ladan a prit son courage à deux mains pour dire " Stop ", ils sont légions les leaders politiques de la mouvance présidentielle à ravalier leur colère face aux traitements " humiliant et dégradant " qu'eux et leurs militants subissent des soins du parti au pouvoir. Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle s'emplit, dit l'adage. Le parti AMEN-AMIN a dû en ravalier aussi depuis très longtemps avant que sa coupe ne soit pleine et qu'il ne soit plus en mesure d'en ingurgiter davantage. C'est exactement ce qui va se passer avec les autres alliés qui finiront tôt ou tard par se convaincre que leur survie politique n'est pas dans l'assujettissement mais bien dans le courage politique. Les fissures viennent tout juste de commencer, et parce que, le PNDS-Tarayya ne voit pas la nécessité de s'amender pour garder des alliés qui ne lui servent pas à grand-chose, ces fissures dis-je vont se poursuivre jusqu'à l'apparition d'un grand trou béant dans lequel se précipiteront tous les mécontents et autres marginalisés du camp présidentiel. En ce moment, les socialistes voudront bien écouter leurs alliés mais ce sera déjà trop tard.



Dissolution Conseil de Ville de Niamey Un coup de force étatique contre le parti de Hama Amadou

Exclusive Dr. Adal RHOUBEID :

" **L'issue des luttes légitimes pour la sauvegarde de l'État de droit est par essence toujours victorieuse. Lorsque vous avez la certitude d'avoir dans votre camp la justice, la vérité et l'espoir, la victoire est toujours au rendez-vous. La toute-puissance affichée par le régime de Issoufou Mahamadou est une puissance de façade, c'est en réalité un régime faible qui se maintient par l'usage de la force.** " P.5



Issoufou Mahamadou en 2006

" Le problème pour notre pays n'est pas seulement la rareté des ressources : le problème est aussi et surtout celui de l'efficacité de la dépense. Avec les mêmes ressources le PNDS au pouvoir aurait fait beaucoup plus de réalisation (...) Le Niger a les ressources pour nourrir, éduquer, soigner, loger ses enfants. Avec ces ressources et une bonne gouvernance nous ne devons pas connaître l'humiliation de la faim. "

Discours du Camarade ISSOUFOU MAHAMADOU à l'occasion du meeting célébrant le 15ème anniversaire de la création du PNDS-TARAYYA (Niamey -Arène de Lutte Traditionnelle -8 Janvier 2006)

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Chers invités, chers Camarades

Créé le 23 Décembre 1990, le PNDS-TARAYYA a eu 15 ans le 23 Décembre 2005. La date anniversaire de la création de notre parti coïncidant toujours avec celle des fêtes de fin d'années, permettez-moi de souhaiter non seulement un joyeux anniversaire à toutes les militantes et à tous les militants du PNDS-TARAYYA mais aussi de présenter à l'ensemble des Nigériens mes meilleurs vœux de bonheur à l'occasion de la nouvelle 2006.

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades,

Le PNDS-TARAYYA a donc 15 ans. J'avais évoqué à d'autres occasions, ses handicaps de départ : la jeunesse de sa Direction, l'absence pour lui de toute rente de situation, l'adoption d'un projet de société dans un contexte où l'ignorance et le poids des traditions constituaient et constituent toujours des facteurs réhibitoires. Sans hommes d'affaires, sans notables et sans hauts cadres de l'administration publique, la création du PNDS-TARAYYA semblait être une véritable gageure. Les choses se présentaient pour nous sous un jour plutôt difficile. Malgré ça nous n'avions jamais été tentés par les chemins de la facilité. **Notre action a toujours été marquée au coin de la rigueur morale, de l'exigence éthique et de l'intégrité intellectuelle, convaincus que nous sommes de la noblesse de la politique. Pour nous la Politique n'est ni mensonge ni ruse malsaine et diabolique.**

En cela nous sommes en phase avec les traditions de notre société qui n'a que de l'exécution pour le mensonge et le parjure.

Aussi, pour sauvegarder mon honneur, compte tenu de mes déclarations de Novembre 2004, au moment de la campagne du 2ème tour des élections présidentielles, avais-je décidé de faire publier le protocole d'accord que vous connaissez. Désormais le doute n'est plus permis. Dieu nous préserve du mensonge et de la trahison. Les militants du PNDS en avaient souffert, les larmes aux yeux et une immense peine dans le

cœur.

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades,

Le chemin de la vérité est un chemin difficile mais la vérité finit, même lentement, toujours par triompher. Le choix fait par notre parti est un choix difficile mais soutenu par la foi en nos idéaux nous avons progressé élection après élection. Classé 3ème aux premières élections de 1993, notre parti a pu porter par deux fois son candidat au 2ème tour des élections présidentielles en 1999 et en 2004. Si le PNDS a pu connaître une telle ascension, malgré les handicaps de départ, s'il a pu connaître une rapide et harmonieuse implantation sur tout le territoire national. Il le doit dans une large mesure à nos camarades enseignants. Permettez-moi de leur rendre hommage. Notre dette à leur égard est incommensurable. Ils n'ont pas fait qu'implanter physiquement le parti, ils lui ont donné son éthique. Je disais tantôt que nous avions démarré sans rente. Je me dois de rectifier pour dire que notre rente n'était pas prosaïque comme celle des autres mais qu'elle était morale. Cela va conférer à notre parti sa spécificité. C'est cela qui lui confèrera toute la force de son caractère et sa personnalité singulière que les épreuves confirmeront progressivement.

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades,

En 1993 c'était la fleur au fusil que nous nous étions engagés dans la mise en place de l'Alliance des Forces du Changement (AFC), convaincus que nous étions que nous avions là l'occasion de tenir toutes les promesses portées par la Conférence Nationale. Cette épreuve du pouvoir, nous l'avions abordée sans complexe, avec enthousiasme, sûrs de notre fait. C'est que, nous étions animés par la générosité de notre âge et la force de nos convictions. Nous pensions que le changement était un rêve authentique et qu'il était le rêve de toutes les forces auxquelles nous étions associés.

Notre expérience à cet égard fut douloureuse. Nous avions dû déchanter progressivement et le 28 Septembre 1994 la réalité s'est imposée à nous avec cruauté. Il ne

nous était plus possible de cheminer avec nos partenaires. Le déficit de loyauté entre nous commandait que nous tirions notre révérence. Notre décision de démissionner du gouvernement et de l'A.F.C. a été une décision pénible car cela signifiait l'échec d'un grand rêve dans lequel nous avions investi toute notre passion de la politique. Pour douloureuse qu'elle ait pu être, cette décision s'est imposée à nous comme une épreuve de dignité. Nous avons bien compris que notre partenaire principal pour n'avoir jamais nourri à notre égard ni la moindre estime, ni la moindre affection ne se sentait tenu par aucune obligation de loyauté. Par la suite en 1999 et en 2004 au moment des élections présidentielles nous avons eu la faiblesse d'oublier 1994 et les conditions de l'épilogue de notre expérience de l'A.F.C. Nous l'avions appris à nos dépens. Leur peu d'estime et leur absence d'affection à notre égard sont restés intacts chez nos alliés de 1993 malgré le temps qui a passé.

Chers Camarades, Chers amis En quittant l'A.F.C. et le pouvoir, nous étions persuadés de devoir rester pour longtemps dans l'opposition et dans l'isolement. Mais l'histoire dont nul ne maîtrise a priori le cours, en avait décidé autrement. Ce qu'on appela "la nouvelle Majorité" naquit. Ce furent par la suite la dissolution de l'Assemblée Nationale, les élections législatives anticipées et la cohabitation.

De la "Nouvelle Majorité" nous gardons le souvenir de relations marquées par une certaine estime et un certain sens de la loyauté. La cohabitation fut quant à elle une terrible épreuve pour les Institutions de la République. Elle prit fin avec le Coup d'Etat du 27 Janvier 1996. **Les élections présidentielles des 7 et 8 Juillet 1996 organisées par la suite ont débouché sur une grande remise en cause des acquis de notre démocratie. Cela nous imposa de nouvelles épreuves. Notre parti, comme à son habitude en pareilles circonstances, s'est retrouvé sur les lignes d'avant-garde pour conduire le combat en vue de la restauration de la démocratie.**



Ainsi joua-t-il un rôle de premier plan pour créer le Front pour la Restauration et la Défense de la Démocratie (FRDD) et nos militants furent de tous les combats tant à Niamey que dans les villes de l'intérieur. Mais cette lutte n'avait pour nous rien de crypto-personnelle, ni dans ses motivations, ni dans ses desseins. Nous l'aurions menée quels qu'auraient été les protagonistes et jamais nous n'en aurions entrevu l'épilogue à travers quelque chose d'aussi tragique que ce qui advint le 9 Avril 1999, avec la mort du Président BARE.

Aux élections de Décembre 1999 notre parti a réalisé un bond en avant en se classant à la deuxième place de l'échiquier politique.

Cette avancée remarquable est le résultat du comportement honorable des militants et des dirigeants du parti à l'occasion des épreuves subséquentes au Coup d'Etat de Janvier 1996.

En effet alors que tous les autres grands partis ont été profondément secoués et bien malmenés par l'avènement du nouveau pouvoir, notre parti pour sa part est resté intact.

Dans ces structures à la base comme au sommet et aux échelons intermédiaires le parti a fait preuve d'une cohésion remarquable. Cette épreuve fut l'occasion pour les citoyens de faire la différence entre les partis, par-delà leur profession de foi.

Les cinq années du mandat consécutif aux élections de 1999, nous les avons passées dans l'opposition avec nos amis de la Coordination des Forces Démocratiques (CFD). Je voudrais ici rendre hommage à tous les partis avec lesquels nous avons partagé le combat au sein de cette coalition. Ce furent des années de grande mobilisation politique : à l'Assemblée Nationale comme ailleurs notre parti et ses alliés ont lutté pied à pied en vue de faire respecter les principes de l'Etat de Droit et les règles de la Bonne Gouvernance.

Notre lutte fut âpre, pour autant jamais notre loyauté vis à vis des

Suite à la page 8

Conflit à la MRN

Ladan Tchiana donne un ultimatum au Président Issoufou

Par : Abdoul-aziz Mahamadou.

" **Nous attirons l'attention de qui de droit afin que les actes hostiles à l'endroit de nos militants et de notre parti cessent** " cette tonitruante déclaration émane d'Omar Hamidou Tchana, Président de l'Alliance des Mouvements pour l'Émergence du Niger (AMEN-AMIN) à l'occasion du 2e anniversaire de son parti. Le ministre des Mines Ladan, a tenu ces propos pour déplorer certains comportements entre partis alliés de la MRN, la majorité présidentielle. Ce qui vient confirmer le malaise au sein de cette coalition. Le parti regrette ainsi le remplacement " injuste " de ses militants qui " s'acquittent de leurs missions avec compétence et loyauté " peut-on lire dans la déclaration livrée à la presse par Gérard Delane, porte-parole d'AMEN-AMIN.

A la base de cette colère du parti de Ladan Tchana, la motion de défiance contre la Maire De Kollo " orchestrée par un parti de la majorité présidentielle " et la " révocation des maires de Karma et de Niamey " tous de AMEN-AMIN à l'issue d'inspections sans rapports contradictoires. Le parti dit " **adhérer au principe de bonne gouvernance** " tout comme il défend l'équité et la justice sociale. C'est pourquoi, AMEN-AMIN attend le " traitement intégral et non sélectif des rapports d'inspection mais aussi

et surtout la publication des résultats ". L'Alliance des Mouvements pour l'émergence du Niger dit aussi attendre " avec vigilance et détermination, les traitements politiques qui seront réservés par la majorité présidentielle aux dites mairies dans le strict respect des engagements pris ".

Là, ce n'est ni plus ni moins qu'une mise en garde assortie d'un ultimatum que le parti AMEN-AMIN donne " **à qui de droit** ", c'est-à-dire, au président de la République. La mise en garde est que si les " traitements politiques " ne sont pas justes, le parti passera à la vitesse supérieure qui pourra se révéler son départ pur et simple de la majorité présidentielle. L'ultimatum, c'est le remplacement des maires révoqués. Si jamais, les sièges sont pourvus avec des militants d'autres partis politiques, fut-il le PNDS-Tarayya au pouvoir, Ladan Tchiana ne sera pas d'accord. Cet ultimatum cours donc jusqu'à la désignation des nouveaux maires de Niamey et Karma.

Puis, intelligemment, Ladan Tchiana et ses camarades assènent un coup de massue à la gouvernance : " **le seul point noir à nos yeux demeure la question de l'immigration qui est devenue un véritable fléau social qui coûte la vie à bon nombre de nos concitoyens tentés par l'aventure. En fait, l'immigration trouve souvent ses racines dans l'échec des**



politiques publiques mises en œuvre dans nos pays qui n'offrent aucune perspective d'avenir à une population de plus en plus jeune. " On ne peut pas être plus clair. Ainsi, les politiques publiques de la Renaissance Acte II " n'offrent aucune perspective " à la jeunesse nigérienne qui " tente l'aventure ".

Mais si les " politiques publiques " et donc de développement sont si médiocres, quoi de bon peut-on attendre de la gouvernance du Président Issoufou ? Logiquement, rien. Et venant d'un allié, c'est là une vérité qui fâche. Mais AMEN-AMIN est déjà fâché et semble prêt à tout pour ne pas se laisser marcher dessus. Rappelons que le parti de Ladan Tchiana est l'un des rares pour ne pas dire le seul de la mouvance présidentielle à avoir signé, officiellement, un accord d'alliance avec le PNDS-Tarayya. Cet accord est aujourd'hui menacé par les " agressions " dont AMEN-AMIN fait l'objet et l'ultimatum que son président a

donné au président de la République. On voit mal ce dernier céder à la menace tout comme Ladan n'aura pas une assez large marge de manœuvre pour reculer. Donc, selon toute vraisemblance, l'on va vers une rupture d'alliance. Et si ça advenait, ce serait une véritable ironie du sort dans la mesure où Ladan Tchiana et ses proches s'étaient rébellés contre la décision de leur parti politique d'antan le MODEN FA Lumana africa qui a claqué la porte de la mouvance qui soutient le Président Issoufou arguant que ce sont des " coquilles vides " qui lui ont été donné dans la formation du gouvernement en août 2013. Exactement, sept années plus tard, c'est Ladan Tchiana qui risque de quitter la barque parce qu'il est en train de perdre ses " coquilles pleines ". Oh politique sous nos tropiques !

La Renaissance en disgrâce dans l'hexagone

Le Président Issoufou sevré de " sa " France

Par : Ibrahim YÉRO.

Depuis son accession à la magistrature suprême de son pays, le chef de l'Etat Nigérien a inlassablement œuvré pour être le " correspondant " de la puissance coloniale en Afrique de l'Ouest. Certains lui prêtent même d'avoir, à cette fin, précipité le Niger sous les feux du groupe terroriste Boko Haram par ses prises de positions " courageuses " selon les uns, et " périlleuses " selon les autres. Quoi qu'il en soit, le Président Issoufou a réussi à s'offrir les amours de la grande France sous son ami Hollande. Les folles énergies qu'il déployait pour retrouver des français à chaque fois qu'ils sont enlevés au Sahel ; l'autorisation extra-parlementaire et inconstitutionnelle qu'il a donné à la France pour installer des bases

militaires étrangères dans son pays ; les prix préférentiels auquel il a accepté de céder l'uranium Nigérien à AREVA ; l'envergure sous régionale qu'il a contribué à donner à la lutte contre le terrorisme et qui a fini par faire du Niger un pays-cible des terroristes etc... avaient fini par lui donner des entrées de taille à l'Elysée. Hélas, ce " privilège " a fondu comme beurre au soleil depuis qu'Emmanuel Macron a succédé à François Hollande. Tout au long de son premier mandat, Issoufou Mahamadou était tout le temps en France. Il participait régulièrement à la fête nationale de l'ex (?) puissance coloniale du 14 juillet. D'ailleurs, les Nigériens ont été surpris de constater que leur Président n'a pas été invité à cette commémoration contrairement à la tradition établie par le Président

Hollande. Mais en fait, celui-ci avait déjà annoncé les couleurs de la rupture totale avec ce qui se faisait sous l'ancien régime. Au Mali, lors du sommet du G5 Sahel, il a asséné ses vérités aux Présidents africains comme un Maître le ferait à ses disciples. Quant à notre bien-aimé magistrat suprême, les prises de position de RFS et Amnesty international ne sont pas pour arranger ses affaires. Près d'un trimestre après l'élection d'un nouveau président de la République en France, le Président Issoufou n'y ait toujours pas allé. Ce n'est, on ne s'en doute pas, de gaité de cœur. Le chef de l'Etat vit douloureusement le départ de l'ami Hollande et l'avènement d'un nouveau système qui, vraisemblablement, refuse de reconnaître les " services

inestimables " qu'il a rendu à la Grande France. En vérité, ce pays, comme tous les autres dirigés par des patriotes, est très clair dans sa philosophie : la France n'a pas d'amis mais seulement des intérêts. Et aujourd'hui, ses intérêts ne sont pas dans la collusion avec un régime vomi par les citoyens et qui ne se maintient que par la force publique ; un régime qui dévoie la démocratie, asphyxie les libertés publiques et caporalise les institutions républicaines. Les intérêts de la France sont dans un partenariat avec un pays dont le Peuple est solidaire des décisions et politiques de son gouvernement. C'est seulement ainsi que la continuité sera assurée. Parce que la force n'a jamais triomphé tout le temps. Elle finit toujours par se faire supplanter par des forces plus fortes que la force elle-même.

Chemin de fer

Les rails de Bolloré déraillent

Par : Habibou Amadou



Inauguré en grande pompe par le Président de la République, le tronçon ferroviaire Niamey-Dosso long de 140km construit par le groupe français Bolloré, qualifier "d'épine dorsale" d'une boucle ferroviaire longue de 2700 km avait pour objectif, selon le représentant du groupe Bolloré à l'inauguration, de transporter des passagers dans un premier temps et dans un second, les marchandises. Un an après cette inauguration force et de constaté que depuis ce jour la tête du train n'est plus sortie de la gare. Pire, en cette saison de pluie, les rails posés sur des cours d'eau commencent à dérailler, pour ainsi dire. En tout cas, les eaux de ruissèlement les déracinent sans parler des endroits dans la ville de Niamey où le rail est englouti par des ordures, avant même que le train ait passé dessus. Tout ça nous pousse à paraphraser un artiste de la place qui disait dans une de ses chansons " chemin de fer ou chemin d'affaire ". En effet la

question mérite bien d'être posée. On se souvient le jour de l'inauguration le président déclarait " Le Niger est le seul pays d'Afrique de l'Ouest à ne pas avoir jusqu'ici ne serait-ce qu'un mètre de rail. Aujourd'hui cette lacune est surmontée ", effectivement avec 140 km de rail on peut dire que la lacune est bien surmontée, surtout qu'à chaque sortie au moins la voiture présidentielle sent les secousses dû aux rails posé en pleine route de l'aéroport, mais les visiteurs peuvent également constater que le pays possède une voie ferroviaire même si elle n'est pas opérationnelle. Concernant le groupe Bolloré, l'entreprise en charge de construction du tronçon, à défaut d'exploiter un éventuel frais de transport des marchandises ou des personnes, elle s'en sort avec les magasins sous douanes. Finalement, peut-on dire, les objectifs sont atteints pour les deux parties (le Président Issoufou et Bolloré) au détriment du peuple qui s'en trouve, une fois de plus, dupé.

Libération d'Ada Cheffou

Les menaces de Ladan Tchana ont-elles payé avant d'être rendues publiques ?

Par : Habibou Amadou

Tout porte à le croire, du moins, ces menaces ont payé en partie. En tout cas, c'est ce que laisse penser la libération surprise d'un militant du parti de Ladan Tchana avant même un procès dans le dossier. En effet, l'ancien ministre de l'environnement et ancien Directeur général de l'OPVN, par ailleurs, membre du bureau politique national du parti AMEN AMIN Ada Cheffou est sorti de prison. En effet juste avant de lire la déclaration entrant dans le cadre du deuxième anniversaire du parti Amen Amin le mercredi 9 août dernier, le président de cette formation

politique Omar Hamidou Tchana a annoncé la libération de l'ex-ministre de l'environnement. Curieuse coïncidence dirons certains, puisque dans la déclaration la formation alliée des premières heures à la MRN à proférer des menaces à peine voilées à l'encontre de sa mouvance. Pour rappel Ada Cheffou a été déféré à la prison civile de Say dans le cadre du traitement de l'affaire dite " OPVN " qui fait suite à l'opération dite " Mai Boulala " du Président Issoufou. Sept autres personnalités avaient aussi été arrêtées. Pour l'instant, on ne connaît pas les contours de la libération d'Ada Cheffou

Renouvellement des structures du MPR-Jamhuriya

Amadou Salifou, doublement reconduit !

Par : Ibrahim Kassassi.

Le MPR-Jamhuriya du 1er Arrondissement de Niamey a tenu sa deuxième conférence extraordinaire le mercredi dernier à son siège du quartier plateau pour la mise en place et la présentation du nouveau bureau de l'arrondissement communal quelques jours après celle de l'arrondissement communal Niamey 2 qui a porté Hamidou Garba à la tête du bureau. C'est avec détermination et abnégation que les militants du MPR-Jamhuriya ont participé en grand nombre à cette conférence et cela malgré la pluie qui s'est abattue sur la ville de Niamey. Les militantes et militants du MPR-Jamhuriya soucieux de l'avenir de leur parti et voulant prouver le climat radieux qui règne au sein de leur parti n'ont pas fait recours aux votes pour la mise en place de ce bureau. C'est par consensus, et en application des textes du parti, qu'ils ont élu les différents membres du bureau communal Niamey 1. Ce qui a permis de reconduire Amadou Salifou à la présidence de cette



structure preuve de son travail et de la confiance dont jouit l'ancien président de l'Assemblée nationale Amadou Salifou auprès des jamhuristes. A cette occasion, le président Amadou Salifou, a tenu à saluer les militantes et les militants du MPR-Jamhuriya pour leur engagement et leur mobilisation pour les élections passées. Il les a ensuite exhortés à ne pas baisser la garde et à redoubler d'efforts pour les élections de 2021. Le dimanche suivant, Amadou Salifou a été reconduit à la présidence de la section MPR-Jamhuriya de Niamey. Lors du renouvellement de ces structures, c'est le consensus qui a prévalu à tous les niveaux. Preuve que le parti d'Albadé Abouba réussi à maintenir la cohésion en son sein.

Evaluation des contractuels

Le gouvernement a gagné le bras de fer avec les syndicats

Par : Ibrahim Kassassi.

Le jeudi dernier, le Ministre des Enseignements primaires, Daouda Mamadou Marthé a aminé un point de presse au cabinet du Premier ministre. L'objectif de ce point de presse était de faire le point sur l'évaluation des enseignants contractuels craie en main qui s'est déroulée du 15 au 16 juillet 2017 sur l'ensemble du territoire national. Malgré les difficultés rencontrées lors de ladite évaluation, notamment, le boycott lancé par les syndicats d'enseignants, 56.444 des 61.747 enseignants contractuels ont été évalués. Il faut noter que seulement 33.6% des enseignants ont eu la moyenne soit 18.947 enseignants sur les 56.444 évalués. 26.676 ont entre 5 et 9,99 sur 20 et 11.466 ont eu entre 1 et 5,99. Malheureusement, 567 enseignants ont eu entre 0,12 et 0,99 sur 20. Il ressort de ce point de presse que tous les enseignants contractuels qui ont délibérément refusé de participer aux évaluations et ceux qui ont entre 0 et 3 sur 20, seront

exclus du système alors que ceux ayant niveau " acceptable " seront formés.

De toutes les régions, la région de Niamey est la mieux classée avec 51,9% de réussite tandis que celle de Diffa possède le plus faible taux de réussite.

A la veille du point de presse du ministre Marthé, le Premier ministre par intérim Albadé Abouba, a présidé dans la salle de Banquet de la Primature, une rencontre entre les organisateurs de l'évaluation des enseignants contractuels et les responsables en charge des centrales syndicales. Selon Albadé Abouba, cette évaluation vise à diagnostiquer avec précision les faiblesses des enseignants afin d'élaborer et de mettre en œuvre un dispositif de formation adapté à chaque groupe de besoin. Il s'agissait au cours de cette évaluation, a-t-il poursuivi, de proposer des exercices relatifs au programme d'enseignement du premier degré en Français et en Mathématiques, une façon de mesurer le niveau de maîtrise des enseignants de ce qu'ils sont censés enseigner à leurs élèves.

Exclusive

Dr. Adal RHOUBEID, Porte-parole du Front des non-affiliés :

" L'issue des luttes légitimes pour la sauvegarde de l'État de droit est par essence toujours victorieuse. Lorsque vous avez la certitude d'avoir dans votre camp la justice, la vérité et l'espoir, la victoire est toujours au rendez-vous. La toute-puissance affichée par le régime de Issoufou Mahamadou est une puissance de façade, c'est en réalité un régime faible qui se maintient par l'usage de la force. "

Réalisé par : Ibrahim YÉRO.

L'Écllosion : qui est ADAL RHOUBEID ?

Dr. Adal RHOUBEID : je suis né le 1er janvier 1975 à Agadez, où j'ai fait toute ma scolarité jusqu'au Baccalauréat. J'ai ensuite poursuivi mes études supérieures à la faculté des sciences de la santé de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, puis en France et aux USA. De retour au Niger, j'ai ouvert ma clinique et je suis devenu le promoteur de la première clinique médicale de la Région de Tahoua.

Durant toute cette période, j'ai été très actif dans le secteur associatif mais je n'étais pas encore personnellement impliqué dans l'action politique. Mon engagement dans le combat politique a débuté lorsque que j'ai réalisé sur le terrain, l'extrême précarité dans laquelle vit une grande majorité de mes compatriotes lors de caravanes médicales organisées dans les villages reculés du Niger.

Devant l'ampleur de la misère et l'extrême pauvreté auxquelles sont confrontées les populations et face à l'indifférence des autorités politiques, nous avons décidé avec des camarades qui partagent nos idéaux de nous impliquer au plan politique afin de changer cet état de fait. Nous avons donc créé un parti politique, le Mouvement Démocratique pour le Renouveau, MDR TARNA dont je suis devenu le président. Actuellement avec d'autres partis politiques amis nous avons conclu un pacte politique, le Front des Partis Politiques non Affiliés pour l'Alternance Démocratique au Niger (FPNAD), dont en tant que Président du MDR TARNA, je suis le Porte-Parole.

Justement, pourquoi créer ce nouveau front?

Le FPNAD a été créé pour répondre à deux exigences fondamentales, il s'agit d'une part, de proposer aux nigériens une nouvelle voie, une autre alternative politique qui échappe à la main mise d'une classe politique à bout de souffle et qui les tient en otage et d'autre part, de contrer les dérives de plus en plus graves et autoritaires du régime actuel de Mahamadou Issoufou.

Vous poursuivrez les mêmes objectifs que le FRDDR, pourquoi alors ne pas vous unir ? L'union fait la force, dit-on.

Le FPNAD est une plateforme fédératrice, les objectifs de sauvegarde de l'État de droit au Niger que prône le FRDDR sont également les nôtres et nous avons avec ses membres des contacts plus que fraternels. Nous avons également des contacts réguliers, de plus en plus importants et fraternels avec certaines personnalités intégrées de la Mouvement présidentielle mais qui doutent du bien-fondé des choix et idéaux politiques affichés par le Président de la République Mr Issoufou Mahamadou. L'objectif de notre Front, le FPNAD, est de créer une dynamique fédératrice et inclusive autour de lui et de ses idéaux centrées sur la défense et la garantie de l'État de droit au Niger.

Comment trouvez-vous la gouvernance actuelle? Peut-on espérer un avenir meilleur avec la Renaissance II ?

On peut faire le constat qu'au fil des jours la gouvernance actuelle s'éloigne de l'État de droit. Pour preuve, on peut évoquer les violations répétées de la constitution, les scandales financiers au sommet de l'État signe évident de mal



gouvernance, mais également la fin du dialogue politique. L'absence dans l'immédiat d'un dialogue politique est d'autant plus grave qu'elle peut conduire à faire exploser un climat politique et social déjà bien tendu.

Le gouvernement vient de dissoudre le Conseil de ville de Niamey, quelle lecture politique en faites-vous ?

Il faut déjà rappeler que les différentes mairies du Niger fonctionnent depuis longtemps dans l'illégalité absolue ! Il est scandaleux de constater que cet état de fait est, aujourd'hui, officiellement maintenu et pérennisé par le Président de la République lui-même. Les élections locales, fondement par excellence de la démocratie à la base et de la décentralisation, ont été frauduleusement prises en otage au motif de l'exigence d'un fichier biométrique et de l'amélioration de la loi électorale, ce qui est une insulte grave à l'intelligence des Nigériens. Comment le fichier actuel, à la base des dernières élections tant présidentielles que législatives peut-il être considéré après coup, non opérationnel, sans remises en cause des dites élections ?

Pour revenir à votre question, la dissolution du conseil de ville de Niamey rentre dans une série d'actions destinées à imposer par

la force un parti politique devenu impopulaire auprès de la population de Niamey. Elle explique par ailleurs, l'échec d'une mouvance fondée sur une alliance de circonstances.

Enfin, Monsieur le Président, pensez-vous vraiment que la lutte pour la défense de la démocratie sortira victorieuse, quand on sait que le pouvoir actuel est aussi puissant que déterminé à se maintenir en l'état ?

L'issue des luttes légitimes pour la sauvegarde de l'État de droit est par essence toujours victorieuse. Lorsque vous avez la certitude d'avoir dans votre camp la justice, la vérité et l'espoir, la victoire est toujours au rendez-vous. La toute-puissance affichée par le régime de Issoufou Mahamadou est une puissance de façade, c'est en réalité un régime faible qui se maintient par l'usage de la force. En effet, on peut constater que plus un régime est légitime donc réellement puissant, plus il est tolérant vis-à-vis des voix dissidentes et l'opposition. L'arrestation de journalistes, de cyber activistes, des militaires, pour ne citer que ceux-là est la preuve de la faiblesse ce régime.

Monsieur le Président, merci !

Des actes banals qui tuent

Par : Ibrahim YÉRO.



Parmi ces actes ou comportements figurent en bonne place la circulation dans les sens interdits. De plus en plus, nos routes sont construites en double voies : une pour aller et une autre pour revenir. Cela a l'avantage de décongestionner la circulation mais également de réduire les accidents. En principe. Oui, en principe parce que nos comportements sur la route ne sont pas évidents. Il est fréquent de voir un usager s'engager sur une route qu'on ne devrait pas emprunter pour aller mais juste pour revenir et vice versa. Ce déplorable comportement se voit surtout avec les motocyclistes qui s'y adonnent même sur les ponts du fleuve Niger. Par exemple sur le deuxième pont dit de l'amitié Chine-Niger, il est fréquent de rencontrer un motocycliste qui s'engage, souvent la nuit et sans phare, sur la voie exclusivement réservée aux usagers en partance à la Rive droite, pour eux regagner la Rive gauche. Pourtant, une autre voie existe pour ceux qui viennent de la Rive droite. Mais au lieu de faire le contournement nécessaire sur quelques centaines de mètres, certains préfèrent prendre ce raccourci dangereux et strictement condamné par le code de la route. Ils exposent ainsi leur vie et celle des autres usagers. Ils doivent se dire que les autres conducteurs ne peuvent pas les écraser parce qu'ils les voient. C'est peut-être vrai. Mais quelle garantie ont-ils que les autres les voient ? Aucune. Avoir des phares ou un pare-brise n'est

pas une garantie de visibilité. Souvent, certains conduisent tout en oubliant absolument qu'ils sont au volant d'une voiture tant ils sont perdus dans leurs pensées. Pour la petite histoire, un jour, un conducteur s'est arrêté à un feu optique qui était au rouge. Lorsque le vert vint, le monsieur ne bougeait pas. Commencent alors les coups de clacksons. Il ne bougeait toujours pas. C'est alors qu'un usager descend de sa voiture pour aller voir ce qui se passe. Le monsieur au volant a été très surpris de s'entendre demander ce qui n'allait pas. Quand on lui fit remarquer qu'il bloque la circulation en n'avançant pas après le feu vert, il s'excusa avant d'expliquer qu'il a de sérieux problèmes de famille et qu'il a même oublié être dans une voiture. Ceci, pour dire à ceux qui disent " il me voit, il ne peut pas me cogner " qu'ils ont intérêt à ne pas sous-traiter leur sécurité. Dans la circulation, l'on doit prendre soin de soi comme si l'autre ne nous voit pas. C'est mieux que de compter sur lui alors qu'on ne sait même pas dans quel état d'esprit il se trouve ni même s'il jouit ou non de toutes ses facultés mentales. Il arrive que la lucidité de l'usager sur la visibilité duquel l'on compte soit gravement altérée parce qu'il est ivre par exemple. Mais avec le téléphone mobile, de nos jours, les conducteurs sont de moins en moins attentifs à la route. C'est pourquoi, chacun doit compter sur lui-même pour assurer sa propre sécurité. C'est mieux que de prendre un raccourci pour finir la journée à l'hôpital ou aux cimetières.

La campagne agricole reste satisfaisante

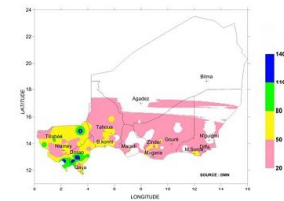
Par : Maïga Aminatou.

Selon le Bulletin du GTP (Groupe de Travail Pluridisciplinaire) du 31/07/2017, " la situation pluviométrique de la troisième décennie du mois de Juillet 2017 a été marquée par des précipitations modérées à fortes sur l'Ouest du pays. Ainsi, des fortes pluies journalières de plus de 60 mm ont été recueillies sur certaines localités des départements de Gaya, Fillingué, Tillabéry ainsi que sur la Communauté Urbaine de Niamey. Le cumul décadaire varie entre 20 et 140 mm. Quant au cumul pluviométrique saisonnier au 31 Juillet 2017, il oscille entre 150 et 500 mm. Ce même cumul pluviométrique comparé à celui de l'année précédente et à la normale 1981 - 2010 est respectivement excédentaire de 61 et 55 % des postes suivis. "

Selon Soumaïla Hamadou, secrétaire général adjoint du Syndicat national des agents de l'agriculture du Niger (SNAAN) que nous avons joint " au 10 août, sur les 12 384 villages suivis 99% présentent des signes satisfaisants ". Il note par ailleurs que " 105 villages non pas encore effectué les semis. " Il s'agit de 32 villages de la région d'Agadez, 71 de Diffa et 2 de Tahoua.

Concernant le mil, le stade le moins avancé est la " levée " tandis que le stade dominant dans tout le pays est la " montaison " ; la " grenaison " est le stade le plus avancé. Elle est constatée dans la région de Dosso à Falmey et Gaya et dans la région de Maradi à Madarounfa, selon toujours Soumaïla Hamadou.

A propos de la situation phytosanitaire, le SGA du SNAAN note des " attaques de sauteux " dans plusieurs



localités. Mais la situation est " sous contrôle " et les traitements sont en cours.

La Situation alimentaire, quant à elle, se présente par une légère hausse du mil et du sorgho. Le kilo de mil coûte actuellement 227 FCFA contre 244f l'année passée à la même période. Celui du sorgho est à 270f contre 225f en 2016.

Tout présage d'une bonne saison hivernale si la tendance actuelle se maintient jusqu'à la fin. Côté soudure, la situation reste difficile malgré l'atténuation relative aux actions du gouvernement. A ce propos, le président de la République Issoufou Mahamadou a annoncé, dans son message à la Nation du 3 août 2017, une enveloppe de plus de cent milliards de nos francs déboursée par l'Etat. " Comme il est de tradition, le gouvernement a dû mobiliser pendant la période de soudure 146 milliards en faveur des populations vulnérables pour leur permettre de mieux aborder la campagne agricole 2017-2018. Ces ressources financières ont permis de financer les opérations de vente à prix modéré de céréales, de cash for work, de transfert inconditionnel d'argent en faveur des plus démunis, de distribution gratuite de vivres et l'approvisionnement de cantines scolaires, ainsi que l'achat des semences et d'engrais " a précisé le Président Issoufou. Il ne reste plus qu'à souhaiter une bonne campagne agricole à l'ensemble des producteurs de notre pays.



**Cette Rubrique est sponsorisée
par la Ferme Semencière AINOMA
Face cimetière Yantala
Tel : 20 35 11 47
Email : fermeainoma@yahoo.fr**

Dissolution Conseil de Ville de Niamey

Un coup de force étatique contre le parti de Hama Amadou

Ce que beaucoup savait déjà est arrivé. Le Conseil des ministres du jeudi 10 août 2017 a décidé de prendre de force les arrondissements communaux de Niamey des mains du MODEN FA Lumana africa auxquelles les électeurs les avaient confiés. Le gouvernement a décidé de proroger les mandats des conseillers municipaux et régionaux de toutes les régions du pays sauf Niamey. Niamey, le fief du MODEN FA Lumana de Hama Amadou qui contrôle quatre des cinq arrondissements communaux que compte la capitale. Ce coup de force ne peut être innocent ...

Ainsi, au cours de sa réunion de jeudi dernier, le Conseil des Ministres a examiné et adopté le projet de décret portant prorogation des mandats des conseillers municipaux et régionaux. " En application des dispositions des articles 23 (nouveau) et 98 (nouveau) de l'ordonnance n° 2010-54 du 17 septembre 2010, portant Code Général des Collectivités Territoriales, modifiée et complétée notamment par la loi n° 2016-31 du 08 octobre 2016, la prorogation des mandats des conseillers municipaux et régionaux est renouvelée pour une durée de six (6) mois à compter du 17 août 2017. Toutefois, cette prorogation de mandat ne concerne pas le conseil de ville



de Niamey et ses démembrements à savoir les conseils d'arrondissements communaux Niamey 1, Niamey 2, Niamey 3, Niamey 4 et Niamey 5 dont les missions seront assurées par des délégations spéciales qui seront installées à cet effet, conformément à la législation en vigueur. "

Telles sont les conclusions du Conseil des ministres ressorties dans le communiqué officiel. Pourquoi seuls les conseillers de Niamey ne sont pas reconduits comme tous les autres du reste du pays ? L'exécutif ne donne pas d'explications. En fait, il n'en a pas. Et n'en a cure, d'ailleurs ! Le Président Issoufou ne veut plus voir des humanistes trôner au sommet des Conseils municipaux de la capitale, il faut qu'ils s'en aillent point barre !

Avant les élections de 2016 déjà, son parti politique, le PNDS-Tarayya, a fait de la

conquête électorale de Niamey une priorité. L'entreprise, malgré les moyens colossaux déployés, s'est vite avérée " mission impossible ". La preuve est venue des résultats des présidentielles et législatives où le MODEN FA Lumana africa s'est imposé. Dès lors, organiser des élections locales dans ces conditions s'avère permettre au parti de Hama Amadou de prouver sa suprématie électorale dans la région qui abrite le palais présidentiel. Mais le président Issoufou Mahamadou n'étant pas du genre à abandonner ses objectifs avant de les atteindre, change son fusil d'épaule. Il a " patienté " et " supporté " pendant toute une année la promiscuité avec les maires Lumana dans les odeurs nauséabondes de Niamey, ça suffit ! Son deuxième mandat bien assis et les élections de 2021 approchant à grand-pas, il vise à la manière du tireur d'élite et ... " boom ! " le Conseil de ville est foudroyé dans son entièreté. Avec les conseillers Lumana, ceux des alliés et du parti au pouvoir dont le maire du 3e Arrondissement sont " sacrifiés " pour la bonne cause. Sacré Issoufou !

L'ambition du président de la République de reprendre Niamey ne date pas d'aujourd'hui. Au lendemain de la rupture d'alliance entre le MODEN FA Lumana et le PNDS-Tarayya, le Président du Conseil de ville de l'époque Oumarou Moumouni Dogari militant et farouche partisan de Hama Amadou fut le premier à subir les représailles de la Renaissance. Il fut révoqué sans autre forme de procès.

Désormais l'on comprend les véritables motivations de la colère (simulée ?) du président de la République de sa visite de terrain au marché Djamadji le jeudi 13 juillet 2017. A l'occasion, Issoufou Mahamadou avait déclaré " j'ai l'impression qu'il y'a une insouciance, une indifférence des responsables locaux. " Sur le feu de l'action, tout le monde avait pensé que le chef de l'État voulait la " tête " du Président du Conseil de ville Assane Seydou du parti AMEN-AMIN de Ladan Tchiana, ministre des Mines de son état. Mais à la lumière du dernier Conseil des ministres l'on sait que les raisons de cette visite sont ailleurs que dans l'insalubrité, légendaire, d'ailleurs, de Niamey. En vérité, le Président Issoufou voulait simplement se donner les moyens moraux pour se débarrasser des maires Lumana qui pullulent dans les Arrondissements communaux de sa capitale. Quatre jours plus tard, il a atteint son objectif sans que personne ne s'en émeuve. C'est aussi ça, l'empreinte de la Renaissance : que la volonté du chef soit faite, peu importe comment !



BABA ALPHA

Journaliste

19 Semaines de prison



ALI SOUMANA

Journaliste

06 Semaines de prison

Suite de la page 2

principes de la Démocratie et des Institutions de la République n'a été prise à défaut et notre credo a toujours été la stabilité des Institutions Démocratiques et Républicaines.

Malgré notre combat, les pratiques nocives de la mal gouvernance se sont poursuivies. Les méthodes de détournement des deniers publics se sont affinées, la gabegie s'est généralisée, les fausses factures et les surfacturations sont devenues la règle dans la gestion des finances publiques et des projets.

La corruption sous-jacente à toutes ses pratiques a contribué à reléguer notre pays au dernier rang du point de vue de l'Indice du Développement Humain bien qu'il devance beaucoup de pays sur le plan de la Richesse créée chaque année par les Nigériens.

Au même moment et de façon symétrique le lot des militants de l'opposition a été l'exclusion dans l'accès aux Marchés Publics pour les opérateurs économiques et l'abolition de toute chance d'exercer une forme quelconque de responsabilité pour les cadres.

Par ailleurs le Gouvernement aurait tort de se complaire dans la routine et d'ignorer la menace dangereuse que constitue le sort de la jeunesse, implacablement vouée au chômage, à la détresse matérielle et au désespoir. La grande mobilisation de la Société

Civile du début de l'année 2005 a résonné comme un grand coup de semonce. Devons-nous nous comporter comme si elle n'a jamais eu lieu ? Une telle erreur serait suicidaire.

Le problème pour notre pays n'est pas seulement la rareté des ressources : le problème est aussi et surtout celui de l'efficacité de la dépense. Avec les mêmes ressources le PNDS au pouvoir aurait fait beaucoup plus de réalisation.

Le Niger a les ressources pour nourrir, éduquer, soigner, loger ses enfants. Avec ces ressources et une bonne gouvernance nous ne devons pas connaître l'humiliation de la faim. Pour qu'il en soit ainsi il faut qu'une immense majorité de notre peuple se remette en cause afin de créer des conditions qui permettraient aux forces de progrès d'accéder au pouvoir.

Les Nigériens doivent plus que par le passé faire un meilleur usage de leur bulletin de vote en fouillant les programmes des partis politiques et surtout en évitant de se fier aux promesses de ceux des hommes politiques qui n'hésitent pas à trahir leur signature.

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades, Chers amis,

Les élections générales de la fin de l'année 2004 viendront, à l'instar de celles de l'année 1999 consacrer une autre progression de notre parti. Cette fois encore le sens du sacrifice, le courage et la foi de nos militants ont été payés en suffrages encore

plus nombreux par notre peuple, avec lequel plus que jamais notre parti est en phase. Sans le phénomène de la fraude qui a totalement faussé les résultats des élections dans certaines Régions, nos résultats auraient été encore bien meilleurs. Sans la trahison dont il a été victime, notre parti serait au pouvoir aujourd'hui. Le 27 Janvier prochain notre parti aura vécu dix années pleines d'opposition de manière continue. **En montrant que vivre dans l'opposition n'est pas un drame, nous sommes fiers de donner sa valeur à notre expérience démocratique; nous sommes fiers d'être aujourd'hui le parti de l'opposition. Nous sommes en cela en mission du peuple et cette mission nous l'assumerons comme à l'accoutumée avec foi et détermination.**

Mesdames, Messieurs, Chers Camarades, Chers amis,

Comme vous le constatez pour célébrer la commémoration du 15ème anniversaire de notre parti mon propos s'est présenté en forme de bilan moral de 15 années de vie militante faite de convivialité et de solidarité entre nous d'une part et de mobilisation et de lutte au profit de notre peuple d'autre part.

Pendant ces 15 années notre parti a crû de façon constante en traversant toutes les péripéties d'une vie politique tumultueuse, sans encombre.

C'est pour moi un motif de fierté légitime. C'est la preuve que notre parti est bâti sur le socle solide

d'une même foi, autour de valeurs et de principes également partagés. C'est la preuve que le PNDS-TARAYYA n'était pas qu'un rassemblement de circonstance.

Le PNDS-TARAYYA est un Parti au sens vrai du terme. C'est un parti moderne qui entend faire entrer notre pays de plein-pied dans la modernité.

C'était là notre pari en décembre 1990. C'est notre pari aujourd'hui encore. Le chemin que nous avons parcouru atteste de ce que nous sommes en mesure de gagner ce pari.

Comment dès lors ne pas être fier de vous, chers camarades ?

Comment dès lors ne pas être heureux ?

C'est sur ces mots que je termine mon propos en vous rendant hommage et en vous souhaitant Joyeux Anniversaire.

Je vous remercie

L'ÉCLOSION

Fondateur / directeur de Publication
Ibrahim YERO
96 27 01 96
Email :
eclosionniger@yahoo.fr

Directrice commerciale
Mme Maïga Aminatou
91 61 07 34

Comité de rédaction
Ibrahim YERO
Abdoul-aziz Mahamadou
Aminatou Maïga
Ismael Bagoudou
Issaka Aboubacar
Habibou Amadou
Souleymane Ousmane

Conception
L'Écllosion

Tirage
1000 exemplaires

Imprimerie
DARCYS